

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijns, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,
Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa
Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Thibault Delforge, *Secrétaire communal f.f.*

Excusés

Valérie Cops, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.04.21

#Objet : Règlement communal relatif aux certificats de connaissance du français ou du néerlandais#

Séance publique

Ressources Humaines

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les articles 21 et 53 ;

Considérant ce qui suit :

La connaissance du français ou du néerlandais comme seconde langue est une condition à la nomination des agents dans les pouvoirs locaux.

Cette connaissance est attestée actuellement exclusivement par un certificat délivré par le Selor.

Par son arrêt du 5 février 2015, la Cour de justice de l'Union européenne (Commission c. Belgique, C-317/14) a constaté que la législation belge violait le droit européen en considérant les certificats délivrés par le Selor comme preuve unique et exclusive de la connaissance d'une seconde langue :

« 22. Conformément à une jurisprudence bien établie de la Cour, l'ensemble des dispositions du traité FUE relatives à la libre circulation des personnes visent à faciliter, pour les ressortissants des Etats membres, l'exercice d'activités professionnelles de toute nature sur le territoire de l'Union et s'opposent aux mesures qui pourraient défavoriser ces ressortissants lorsqu'ils souhaitent exercer une activité économique sur le territoire d'un autre Etat membre (voir, notamment, arrêt Las, C-202/11, EU:C:2013:239, point 19 et jurisprudence citée).

23. Ces dispositions et, en particulier, l'article 45 TFUE s'opposent ainsi à toute mesure qui, même applicable sans discrimination tenant à la nationalité, est susceptible de gêner ou de rendre moins attrayant l'exercice, par les ressortissants de l'Union, des libertés fondamentales garanties par le traité (arrêt Las, EU:C:2013:239, point 20 et jurisprudence citée).

24. Certes, l'article 3, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement n° 492/2011 reconnaît aux Etats membres le droit de fixer les conditions relatives aux connaissances linguistiques requises en raison de la nature de l'emploi à pourvoir.

25. Toutefois, le droit d'exiger un certain niveau de connaissance d'une langue en fonction de la nature de l'emploi ne saurait porter atteinte à la libre circulation des travailleurs. Les exigences découlant des mesures destinées à le mettre en œuvre ne doivent en aucun cas être disproportionnées par rapport au but poursuivi et les modalités de leur application ne doivent pas comporter de discriminations au détriment des ressortissants

d'autres Etats membres (voir, en ce sens, arrêt Groener, C-379/87, EU:C:1989:599, point 19).

26. En l'espèce, il convient de reconnaître qu'il peut être légitime d'exiger d'un candidat à un concours organisé aux fins de pourvoir un emploi dans un service local, c'est-à-dire dans une entité concessionnaire d'un service public ou chargée d'une mission d'intérêt général sur le territoire d'une commune, qu'il dispose, à un niveau en adéquation avec la nature de l'emploi à pourvoir, de connaissances de la langue de la région dans laquelle se trouve la commune concernée. Il peut être en effet considéré qu'un emploi dans un tel service requiert une aptitude à communiquer avec les autorités administratives locales ainsi que, le cas échéant, avec le public.

27. Dans un tel cas, la détention d'un diplôme sanctionnant la réussite à un examen de langue peut constituer un critère permettant d'évaluer les connaissances linguistiques requises (voir, en ce sens, arrêt Angonese, EU:C:2000:296, point 44).

28. Cependant, le fait d'exiger, comme le prévoient les lois coordonnées, d'un candidat à un concours de recrutement qu'il rapporte la preuve de ses connaissances linguistiques en présentant un unique type de certificat, qui n'est délivré que par un seul organisme belge chargé, à cet effet, d'organiser des examens de langue sur le territoire belge, apparaît, au regard des impératifs de la libre circulation des travailleurs, disproportionné par rapport à l'objectif poursuivi.

29. En effet, cette exigence exclut toute prise en considération du degré de connaissances qu'un diplôme obtenu dans un autre Etat membre, eu égard à la nature et à la durée des études dont il atteste l'accomplissement, permet de présumer dans le chef de son titulaire (voir, en ce sens, arrêt Angonese, EU:C:2000:296, point 44).

30. En outre, cette exigence, bien qu'indistinctement applicable aux ressortissants nationaux et à ceux des autres Etats membres, défavorise en réalité les ressortissants des autres Etats membres qui souhaiteraient postuler à un emploi dans un service local en Belgique.

31. Cette exigence contraint en effet les intéressés résidant dans d'autres Etats membres, c'est-à-dire, en majorité des ressortissants de ces États, à se rendre sur le territoire belge aux seules fins de faire évaluer leurs connaissances dans le cadre d'un examen indispensable pour la délivrance du certificat requis pour le dépôt de leur candidature. Les charges supplémentaires qu'implique une telle contrainte sont de nature à rendre plus difficile l'accès aux emplois en cause (voir, en ce sens, arrêt Angonese, EU:C:2000:296, points 38 et 39).

32. Le Royaume de Belgique n'a invoqué aucun objectif dont la réalisation serait susceptible de justifier ces effets.

(...)

35. Dans ces conditions, il y a lieu de constater que, en exigeant des candidats aux postes dans les services locaux établis dans les régions de langue française ou de langue allemande, dont il ne résulte pas des diplômes ou des certificats requis qu'ils ont suivi l'enseignement dans la langue concernée, à faire la preuve de leurs connaissances linguistiques au moyen d'un unique type de certificat, exclusivement délivré par un seul organisme officiel belge après un examen organisé par cet organisme sur le territoire belge, le Royaume de Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 45 TFUE et du règlement n° 492/2011. »

Jusqu'à présent, cette violation du droit communautaire persiste.

Le Législateur fédéral n'a adopté une disposition légale pour mettre un terme à ce manquement qu'au seul profit de la Communauté germanophone (Loi du 21 avril 2016 portant modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966), raison pour laquelle cette intervention législative a été censurée par la Cour constitutionnelle en ce qu'elle omettait les communes de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, de son champ d'application (Cour constitutionnelle, arrêt n°109/2017 du 5 octobre 2017, B.12 à B.15).

La Communauté flamande, par un décret du 18 novembre 2011 et la Communauté française, par un décret du 7 novembre 2013, ont toutes deux dérogé à l'exclusivité du Selor dans la délivrance de certificats de connaissance linguistique et permis des équivalences de certification.

La Région de Bruxelles-Capitale (Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale, article 367) comme la Commission communautaire commune (Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 29 novembre 2018 modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de

Bruxelles-Capitale, nouvel article 269), elles-mêmes, a, chacune pour son personnel, établit cette équivalence. Un vide juridique constitutif d'une violation du droit communautaire persiste donc pour les communes bruxelloises.

Les communes peuvent adopter des normes entrant dans le champ de l'intérêt communal, à moins qu'un autre Législateur n'ait adopté une norme détaillée dans la matière que souhaite régir la commune.

En l'espèce, il relève bien de l'intérêt communal d'engager du personnel.

La relation statutaire étant la règle et le recrutement statutaire étant aussi financièrement une condition indispensable à la durabilité des régimes de pension des fonctionnaires, il est de l'intérêt communal de nommer des agents.

Comme le recrutement statutaire est subordonné à la connaissance du français ou du néerlandais comme seconde langue, le recrutement statutaire est entravé par le vide juridique résultant de l'absence d'alternative à l'exclusivité des certificats délivrés par le Selor.

Tant que le Législateur fédéral n'a pas légiféré en la matière, la commune conserve une compétence normative résiduaire.

Il est proposé de reconnaître une alternative aux certificats du Selor en admettant les certificats et diplômes satisfaisant aux niveaux de compétences linguistiques du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues reconnus pour le personnel de la Région bruxelloise et de la Commission communautaire commune :

- Équivalent à l'article 9, § 2, alinéa 2 ou les articles 8 et, soit 9, § 1er, alinéa 2, soit article 10 (connaissance élémentaire orale et écrite): niveau de compétence B1
- Équivalent aux articles 11 et 9, § 1er (connaissance suffisante orale et écrite) : niveau de compétence C1 pour les compétences de lecture et d'écoute et B2 pour les compétences orale et écrite.

Le règlement proposé aura pour conséquence qu'à l'exception du personnel ouvrier ou de métier, ne pourront être nommés que les agents qui ont satisfait aux conditions imposées par le statut administratif et apporté la preuve qu'ils ont de la deuxième langue une connaissance écrite et orale déterminée

soit par l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissance linguistique prévues par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 et attestée par un certificat de connaissance linguistique délivré par SELOR

soit par un des niveaux de compétence linguistique déterminé par le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues

et

attestée par un certificat de connaissance linguistique délivré par un établissement d'enseignement des langues agréé par la Communauté flamande ou par la Communauté française dont le niveau est fixé sur base des examens visés aux articles suivants de l'arrêté royal précité du 8 mars 2001 ou du Cadre Européen précité :

- article 9, § 2, alinéa 2 ou les articles 8 et, soit 9, § 1er, alinéa 2, soit article 10 (connaissance élémentaire orale et écrite) : niveau de compétence B1 ;

-articles 11 et 9, § 1er (connaissance suffisante orale et écrite) ou article 12 ou niveau de compétence C1 pour les compétences de lecture et d'écoute et B2 pour les compétences orale et écrite.

La commune ne pouvant reprendre les dispositions fédérales existantes, le texte du règlement se limite à combler le vide juridique précité et à établir les équivalences aux certifications SELOR.

Décide :

A l'exception du personnel ouvrier ou de métier, les agents doivent, pour être nommés, apporter la preuve qu'ils ont de la deuxième langue une connaissance écrite et orale déterminée par un des niveaux de compétence linguistique arrêté ci-après conformément au Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues et attesté par un certificat de connaissance linguistique délivré par un établissement d'enseignement des langues agréé par la Communauté flamande ou par la Communauté française :

- connaissance élémentaire orale et écrite : niveau de compétence B1
- connaissance suffisante orale et écrite : niveau de compétence C1 pour les compétences de lecture et d'écoute et B2 pour les compétences orale et écrite.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Thibault Delforge

Le Président,
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 avril 2021

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

Le Bourgmestre,

Thibault Delforge

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Thibault Delforge, <i>Gemeentesecretaris d.d.</i>
Verontschuldigd	Valérie Cops, Nathalie Wyns, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 29.04.21

#Onderwerp : Gemeentelijk reglement betreffende de certificaten van kennis van het Frans of het Nederlands#

Openbare zitting

Human Resources

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid de artikelen 21 en 53;

Overwegende hetgeen volgt:

De kennis van het Frans of het Nederlands als tweede taal is een voorwaarde voor de benoeming van de personeelsleden bij de plaatselijke besturen.

Deze kennis wordt momenteel uitsluitend bevestigd door een certificaat afgegeven door Selor.

In zijn besluit van 5 februari 2015 stelt het Hof van Justitie van de Europese Unie (Commissie c. België, C-317/14) dat de Belgische wetgeving het Europees recht schendt door de certificaten die door Selor afgegeven worden als enig en uitsluitend bewijs te beschouwen van de kennis van een tweede taal:

"22. Volgens vaste rechtspraak van het Hof beogen de bepalingen van het VWEU inzake het vrije verkeer van personen in hun geheel het de onderdanen van de lidstaten gemakkelijker te maken, op het grondgebied van de Unie een beroep uit te oefenen, en staan zij in de weg aan maatregelen die deze onderdanen zouden kunnen benadelen wanneer zij op het grondgebied van een andere lidstaat een economische activiteit willen verrichten (zie met name het arrest Las, C-202/11, EU:C:2013:239, punt 19 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

23. Die bepalingen en in het bijzonder artikel 45 VWEU staan bijgevolg in de weg aan elke maatregel die, zelfs wanneer hij zonder discriminatie op grond van nationaliteit van toepassing is, het gebruik van de in het Verdrag gewaarborgde fundamentele vrijheden door burgers van de Unie kan belemmeren of minder aantrekkelijk kan maken (arrest Las, EU:C:2013:239, punt 20 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

24. Ingevolge artikel 3, lid 1, tweede alinea, van verordening nr. 492/2011 hebben de lidstaten weliswaar het recht om de voorwaarden betreffende de wegens de aard van de te verrichten arbeid vereiste taalkennis vast te stellen.

25. Toch mag het recht om een bepaalde taalkennis te eisen naargelang van de aard van de arbeid, geen afbreuk doen aan het vrije verkeer van werknemers. De eisen die bij de uitvoeringsmaatregelen van dat recht worden gesteld, mogen in geen geval onevenredig zijn aan het nagestreefde doel, en de wijze waarop zij worden

toegepast, mag niet leiden tot de discriminatie van de onderdanen van andere lidstaten (zie in die zin het arrest Groener, C-379/87, EU:C:1989:599, punt 19).

26. In casu moet worden erkend dat het gerechtvaardigd kan zijn om van een kandidaat voor een vergelijkend onderzoek dat wordt georganiseerd om te voorzien in een betrekking bij een plaatselijke dienst, te weten bij een entiteit die concessiehouder is van een openbare dienst of die belast is met een taak van algemeen belang op het grondgebied van een gemeente, te eisen dat hij beschikt over een op de aard van de te verrichten arbeid afgestemde kennis van de taal van het gebied waarin de betrokken gemeente is gelegen. Een betrekking bij een dergelijke dienst kan immers worden geacht de vaardigheid te vereisen om met de plaatselijke administratieve autoriteiten en, in voorkomend geval, met het publiek te communiceren.

27. In een dergelijk geval kan het bezit van een diploma ten bewijze dat men geslaagd is voor een taalexamen, een criterium zijn om de vereiste taalkennis te beoordelen (zie in die zin het arrest Angonese, EU:C:2000:296, punt 44).

28. Van een kandidaat voor een vergelijkend onderzoek voor de aanwerving van personeel overeenkomstig de gecoördineerde wetten eisen dat hij zijn taalkennis bewijst door middel van één enkel soort certificaat dat door slechts één enkele Belgische instantie wordt afgegeven die daartoe belast is met de organisatie van taalexamens op het Belgische grondgebied, is gelet op de eisen van het vrije verkeer van werknemers echter onevenredig aan de nagestreefde doelstelling.

29. Dat vereiste sluit immers uit dat rekening wordt gehouden met het kennisniveau waarover iemand op basis van een in een andere lidstaat behaald diploma kan worden verondersteld te beschikken gelet op de aard en de duur van de opleiding waarvan de voltooiing uit dat diploma blijkt (zie in die zin het arrest Angonese, EU:C:2000:296, punt 44).

30. Voorts benadeelt dat vereiste, ook al geldt het zonder onderscheid voor nationale onderdanen en onderdanen van andere lidstaten, in werkelijkheid de onderdanen van de andere lidstaten die wensen te solliciteren naar een betrekking bij een plaatselijke dienst in België.

31. Dat vereiste verplicht de betrokkenen die in andere lidstaten wonen, dat wil zeggen voor het merendeel onderdanen van die staten, immers om zich naar het Belgische grondgebied te begeven enkel en alleen om hun kennis te laten beoordelen aan de hand van een examen dat noodzakelijk is om het voor de indiening van hun sollicitatie vereiste certificaat te verkrijgen. De extra lasten die deze verplichting met zich brengt, kunnen de toegang tot de betrokken betrekkingen bemoeilijken (zie in die zin het arrest Angonese, EU:C:2000:296, punten 38 en 39).

32. Het Koninkrijk België heeft geen doelstelling aangevoerd waarvan de verwezenlijking die gevolgen kan rechtvaardigen.

(...)

35. Bijgevolg is het Koninkrijk België, door van kandidaten voor betrekkingen bij de plaatselijke diensten in het Franse of het Duitse taalgebied uit wier vereiste diploma's of certificaten niet blijkt dat zij hun onderwijs in de betrokken taal hebben genoten, te eisen dat zij hun taalkennis bewijzen door middel van één enkel soort certificaat dat uitsluitend door één enkele Belgische officiële instantie wordt afgegeven na een door die instantie op het Belgische grondgebied georganiseerd examen, de verplichtingen niet is nagekomen die op hem rusten krachtens artikel 45 VWEU en verordening nr. 492/2011."

Tot op heden is er nog steeds sprake van schending van het Gemeenschapsrecht.

De federale wetgever heeft enkel ten bate van de Duitstalige Gemeenschap een wet goedgekeurd om deze tekortkoming te beëindigen (Wet van 21 april 2016 houdende wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966), reden waarom deze tussenkomst van de wetgever afgekeurd is door het Grondwettelijk Hof omdat de gemeenten van het van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad niet in het toepassingsgebied van de wet opgenomen waren (Grondwettelijk Hof, arrest nr. 109/2017 van 5 oktober 2017, B.12 tot B.15).

De Vlaamse Gemeenschap, bij decreet van 18 november 2011 en de Franse Gemeenschap, bij decreet van 7 november 2013, wijken beiden af van de exclusiviteit van Selor voor de afgifte van certificaten van taalkennis en met certificaten gelijkgestelde vergunningen.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke

overheidsdiensten van Brussel, artikel 367) evenals de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 29 november 2018 houdende wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, nieuw artikel 269), hebben, elk voor hun personeel, deze equivalentie ingevoerd.

Voor de Brusselse gemeenten blijft er bijgevolg een juridische leemte bestaan die een schending uitmaakt van het Gemeenschapsrecht.

De gemeenten kunnen regels aannemen die binnen het gemeentelijk belang vallen, tenzij een andere wetgever een gedetailleerde norm heeft goedgekeurd in de aangelegenheid die de gemeente wil regelen.

In casu is de aanwerving van personeel wel degelijk van gemeentelijk belang.

De benoeming van personeelsleden is van gemeentelijk belang aangezien de statutaire relatie de regel is en de statutaire aanwerving financieel een noodzakelijke voorwaarde is voor de duurzaamheid van het pensioenstelsel van de personeelsleden.

Aangezien de statutaire aanwerving afhankelijk is van de kennis van het Frans of het Nederlands als tweede taal, wordt de statutaire aanwerving belemmerd door de juridische leemte die voortvloeit uit het ontbreken van enig alternatief voor de exclusiviteit van de certificaten, afgegeven door Selor.

Zolang de federale wetgever ter zake geen regeling voorziet, behoudt de gemeente een residuaire normatieve bevoegdheid.

Er wordt voorgesteld om een alternatief te erkennen voor de certificaten van Selor door certificaten en diploma's te aanvaarden die voldoen aan de niveaus van taalvaardigheid van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen, erkend voor het personeel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

- Gelijkwaardig aan artikel 9, § 2, lid 2 of de artikelen 8 en, ofwel 9, § 1, lid 2, ofwel artikel 10 (elementaire mondelinge en schriftelijke kennis): competentieniveau B1
- Gelijkwaardig aan de artikelen 11 en 9, § 1 (voldoende mondelinge en schriftelijke kennis): competentieniveau C1 voor de competenties lezen en luisteren en B2 voor de mondelinge en schriftelijke competenties.

Het voorgestelde reglement zal tot gevolg hebben dat, met uitzondering van de arbeiders en de vaklui, enkel die personeelsleden benoemd kunnen worden die voldoen aan de voorwaarden van het administratief statuut en het bewijs geleverd hebben dat zij van de tweede taal een bepaalde schriftelijke en mondelinge kennis hebben, vastgelegd

ofwel door het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven door de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966 en bevestigd door een certificaat van taalkennis afgegeven door SELOR

ofwel door een van de niveaus van taalvaardigheid bepaald door het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen

en

bevestigd door een certificaat van taalkennis afgegeven door een instelling voor taalonderwijs erkend door de Vlaamse of de Franse Gemeenschap en waarvan het niveau vastgesteld is op basis van de examens bedoeld in de volgende artikelen van gezegd koninklijk besluit van 8 maart 2001 of van gezegd Europees kader:

- artikel 9, § 2, lid 2 of de artikelen 8 en, ofwel 9, § 1, lid 2, ofwel artikel 10 (elementaire mondelinge en schriftelijke kennis): competentieniveau B1;
- de artikelen 11 en 9, § 1 (voldoende mondelinge en schriftelijke kennis) of artikel 12 of competentieniveau C1 voor de competenties lezen en luisteren en B2 voor de mondelinge en de schriftelijke competenties.

Aangezien de gemeente de bestaande federale bepalingen niet kan overnemen, beperkt de tekst van het reglement zich tot het opvullen van de gezegde juridische leemte en het creëren van certificaten die gelijkwaardig zijn aan die van SELOR.

Beslist:

Met uitzondering van de arbeiders of de vaklui, moeten de personeelsleden, om benoemd te worden, het bewijs leveren dat zij een bepaalde mondelinge en schriftelijke kennis hebben van de tweede taal door een van de niveaus van taalcompetentie hierna bepaald overeenkomstig het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen en bevestigd door een certificaat van taalkennis afgegeven door een instelling voor taalonderwijs erkend door de Vlaamse of de Franse Gemeenschap:

- elementaire mondelinge en schriftelijke kennis: competentieniveau B1
- voldoende mondelinge en schriftelijke kennis: competentieniveau C1 voor de competenties lezen en luisteren en B2 voor de mondelinge en de schriftelijke competenties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris d.d.,
(g) Thibault Delforge

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 30 april 2021

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Thibault Delforge

Didier Gosuin